

AGIR CONTRE LA
PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE
EN FAVORISANT L'ACCÈS
POUR TOUS À
**UNE ALIMENTATION DE
QUALITÉ**

Sommaire

3

INTRODUCTION

4

A. LE BIEN-VIVRE ALIMENTAIRE POUR TOUS

1. Des défis pour notre société
2. Les actions menées contre la précarité alimentaire et pour l'accessibilité à une alimentation saine

8

B. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ETUDE-ACTION

1. Objectif principal : participer au changement d'échelle du bien-vivre alimentaire
2. La démarche de l'étude : une démarche systémique fondée sur des expérimentations

10

C. DEROULEMENT DU PROJET

1. Le plan d'action
2. Organisation de l'étude-action
3. Les livrables
4. Calendrier
5. Budget

Introduction

Depuis 2017, le Labo de l'ESS s'est saisi des sujets et des enjeux de l'agriculture et de l'alimentation durables à travers le prisme de la coopération et du territoire.

Les étapes de la réflexion collective engagée par le think-tank ont été les suivantes :

- Participation aux **Etats Généraux de l'Alimentation** de septembre à décembre 2017.
- Lancement de la **ProspectivESS** sur ce sujet en 2018 : **séminaire de travail** en avril 2018 regroupant un certain nombre d'experts de différents horizons pour dégager les premières pistes de réflexion sur les enjeux de la transition agroécologique ; **colloque grand public** le 15 novembre 2018 visant à présenter les axes de travail retenus et à faire interagir ensemble les représentants de tous les « maillons » de la chaîne agro-alimentaire.

Suite aux premiers échanges, il est apparu que la question de l'accès à l'alimentation de qualité pour tous est une question centrale ; elle répond à des défis écologique, sanitaire, social, culturel et économique. Cette entrée recoupe plusieurs enjeux transversaux puisque l'accessibilité à une alimentation saine et durable pour tous implique entre autres de : produire dans le respect de l'environnement, veiller sur la santé de tous par un équilibre alimentaire et des produits sains, lutter contre la précarité alimentaire en permettant au plus grand nombre de consommer des produits de qualité. Il s'agit donc de contribuer au développement d'une agriculture et une alimentation durable pour permettre le **bien-vivre alimentaire pour tous**.

Si de nombreux acteurs (associations caritatives, épiceries sociales, banques alimentaires, agriculteurs, collectivités locales, structures de l'ESS...) agissent déjà et pour certains depuis de nombreuses années contre la précarité alimentaire sur les territoires, leurs initiatives restent encore très éclatées et limitées.

Convaincus que c'est par la coopération et la complémentarité de tous les acteurs participant à l'agriculture et à l'alimentation durables ainsi qu'à la lutte contre la précarité alimentaire que le changement d'échelle peut être atteint, le Labo de l'ESS lance une recherche action intitulée « Agir contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès pour tous à une alimentation de qualité ». Cette étude sera menée en coopération active avec un ensemble d'acteurs agissant sur ce champ d'action, et spécifiquement avec les acteurs de l'ESS.

A. Le bien-vivre alimentaire pour tous

1) Des défis pour notre société

La question alimentaire, et notamment la nécessité de changer notre mode d'alimentation, amène à travailler sur les différentes problématiques qui lui sont liées. En effet, travailler sur l'alimentation saine et durable implique de relever au moins 4 grands défis :

- **Le défi écologique et environnemental**

Il est reconnu aujourd'hui que les activités agricole et alimentaire sont responsables de 36% des émissions de gaz à effet de serre. Un produit parcourt en moyenne 3000 km avant d'arriver dans nos assiettes. L'emploi des pesticides ne fait qu'augmenter malgré les alertes répétées sur les effets désastreux qu'ils produisent sur la biodiversité et sur notre santé... Par ailleurs, l'artificialisation des sols entraîne la disparition de la surface agricole d'un département tous les 5 ans.

Aussi, la préservation de terres fertiles et saines, le développement d'une agriculture durable et le choix que le consommateur fait de son mode d'alimentation apportent les changements les plus radicaux en termes de transition agroécologique. Préférer des produits de culture biologique ou à haute valeur environnementale, consommer moins de protéines animales au profit de protéines végétales, privilégier les circuits courts et de proximité autant que faire se peut, lutter contre le gaspillage alimentaire (1/3 de la production d'aliments au niveau mondial chaque année) sont autant d'éléments qui permettront une réelle transition vers une production et une alimentation prenant en compte le défi écologique.

- **Le défi sanitaire**

Le mode de vie contemporain incite à la consommation de produits ultra transformés et à la restauration rapide, hors-domicile, qui se substitue à la cuisine familiale et à la transmission des savoir-faire. Ces pratiques ont des répercussions négatives sur la santé puisque selon les études de l'INCA¹, nous consommons globalement 45% de protéines et 25% de sucre en trop, avec une explosion des paradoxes : certains mangent trop, d'autres pas assez, mais dans tous les cas on mange mal, avec le cortège des maladies « du siècle » : diabète, maladies cardio-vasculaires, cancers...

Les risques sanitaires touchent plus durement les populations les plus précaires, et notamment les jeunes. Par ailleurs, malgré les compléments apportés par les distributions alimentaires, l'état de santé des personnes concernées reste préoccupant. L'étude sur l'alimentation et l'état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire (ABENA ; 2011 - 2012) met en évidence que ces personnes présentent des prévalences particulièrement élevées de pathologies liées à la nutrition (obésité 28,8%, hypertension artérielle 48,5% chez les hommes, diabète 8,9%).

L'alimentation touche à la santé mais aussi à la culture, à la tradition, à l'éducation, à la religion, mais aussi au plaisir. D'où l'intérêt de jouer sur ces différents leviers, de

¹ Etude individuelle nationale des consommations alimentaires.

manière différenciée selon les publics, notamment au travers d'outils d'information, d'éducation nutritionnelle et environnementale, mais aussi de valorisation des différentes cultures culinaires.

- **Le défi de cohésion et de justice sociales**

Selon les données de l'enquête de l'Insee en 2016 sur les conditions de vie des ménages, 3,5 % de la population n'avaient pas pris de repas complet durant une journée entière au cours des deux dernières semaines. Malgré la mobilisation de réseaux associatifs (banques alimentaires, Restos du Cœur, etc.), 0,9 % de la population souffre « souvent ou parfois » de la faim, soit environ 600 000 personnes. Une proportion beaucoup plus importante de la population n'a pas les moyens de manger les aliments qu'elle souhaiterait, notamment des fruits, des légumes et du poisson. L'insécurité alimentaire est quantitative - restriction des quantités d'aliments et du nombre de repas quotidiens - mais aussi qualitative - recentrage sur des aliments robotatisés, exclusion de certains types d'aliments (viandes, poissons, légumes), monotonie alimentaire. Aussi, 21% des français ont du mal à se procurer une alimentation saine pour faire 3 repas par jour. Par ailleurs, de nombreuses personnes ne font pas appel aux différentes formes d'aides proposées, notamment à cause de leur caractère trop marqué socialement et jugé stigmatisant : le recours aux surplus alimentaires de la grande distribution ou à l'aide alimentaire mettent les personnes en situation de dépendance et renforce leur sentiment de vulnérabilité.

Permettre l'accès à la nourriture saine pour tous relève donc d'une question de justice sociale (« le bio pas seulement pour les bobos ») et de dignité.

- **Le défi économique**

La moitié des agriculteurs français prendront leur retraite d'ici 2025 sans toujours des perspectives de reprise d'exploitation assurées. Pour éviter un détournement de l'usage des sols ou une concentration toujours plus grande des terres sur certaines exploitations, il est essentiel de développer l'installation de nouveaux paysans promouvant un autre type d'agriculture. Outre l'impact en termes de création d'emplois, une plus grande diversification des cultures de proximité permettrait de renforcer l'autonomie alimentaire des territoires et de proposer un accès plus facile à des produits locaux de qualité.

Pour autant, l'accès à l'alimentation de qualité pour tous pose donc une double question : comment améliorer le pouvoir d'achat des familles en difficulté et comment acheter des produits de qualité à coût accessible et au juste prix pour les producteurs ?

En 2015, le seuil de pauvreté monétaire s'établit à 1 015 € de revenus par mois pour une personne seule. Avec 8,9 millions de personnes au niveau de vie inférieur à ce seuil, le taux de pauvreté en France est de 14,2 %. Environ 4,8 millions de personnes bénéficiaient de l'aide alimentaire, dont 1/3 d'enfants, mais, dans l'ensemble, plus de 6 millions seraient « en situation d'insécurité alimentaire pour raisons financières ». Certaines dont le revenu est supérieur au seuil de pauvreté, peuvent être concernées en raison de dépenses contraintes élevées comme le logement, notamment les femmes et les jeunes.

Parallèlement, plus de 80% des produits de grande consommation sont distribués par la grande distribution qui est le lieu privilégié des populations à revenus modestes. Pour autant, les produits de meilleure qualité, et notamment le bio, restent souvent trop chers pour beaucoup de ménages. Face à cette situation, le recours à des formes alternatives d'approvisionnement peut s'avérer particulièrement pertinent.

2) Les actions menées contre la précarité alimentaire et pour l'accessibilité à une alimentation saine

Les actions menées contre la précarité alimentaire et pour une alimentation durable sont multiples et diverses. A titre d'exemple :

- **Les banques alimentaires** : c'est le premier réseau d'aide alimentaire en France. Elles contribuent à collecter des produits alimentaires et à distribuer des repas pour des millions de personnes en situations précaires. Elles sont présentes dans tous les territoires.
- **Les épiceries sociales et solidaires** : ce sont des commerces de proximité classiques, elles permettent à un public en difficulté économique de réaliser ses courses et de choisir les produits qu'il souhaite consommer, en proposant des denrées de qualité entre 10% à 30% de leur valeur marchande. Près de 400 épiceries solidaires maillent le territoire et sont structurées par l'ANDES.
- **Les actions menées par les organisations caritatives** : les restos du cœur, ATD Quart-Monde, Croix Rouge, Secours Catholique. Elles participent à la collecte de produits et à la distribution de repas dans toute la France.
- **Les dispositifs impulsés par les collectivités territoriales** : elles agissent contre la précarité alimentaire à travers les CCAS, les P.A.T (programmes alimentaires territoriaux) et en soutenant des associations locales.
- **La solidarité des producteurs et leurs organisations** : structurés dans des coopératives, dans des organisations de développement agricole (FNAB, FADEAR, CIVAM, IMPACT...), dans des organisations syndicales, ils agissent également en direction des plus précaires pour rendre accessibles des produits de qualité.
- **Les réseaux de distribution de proximité** : les BIOCOOP, les AMAP, les paniers solidaires, les supermarchés coopératifs et participatifs, les groupements d'achats solidaires sont autant d'initiatives qui tentent de rendre accessible au plus grand nombre les produits de qualité.

Toutes ces actions sont indispensables. Mais elles restent limitées et souvent dispersées. Elles se confrontent à de nombreuses difficultés :

1. L'urgence quotidienne de répondre à la précarité alimentaire peut constituer une difficulté et un frein dans l'élaboration d'autres formes d'actions plus transformatrices ;
2. La difficulté de toucher dans l'ensemble des territoires les plus démunis, en respectant leur dignité, leur culture, leurs traditions culinaires ;



3. La difficulté de constituer les circuits de coopération entre les acteurs agissant contre la précarité alimentaire et se situant dans le champ de l'agriculture et de l'alimentation durable.

4. La méconnaissance réciproque entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire et les consommateurs finaux en précarité alimentaire, avec le risque de proposer des réponses inadaptées.

Aborder la question de la lutte contre la précarité alimentaire et l'accès à l'alimentation saine pour tous et du bien manger suppose donc d'agir sur plusieurs leviers en même temps pour créer un cercle vertueux intégrant les quatre défis énoncés précédemment.

Dès lors, il s'agit de réfléchir aux dynamiques à mettre en œuvre dans les territoires pour co-construire les réponses les mieux adaptées aux besoins des publics les plus concernés et travailler sur les conditions du changement d'échelle qui permettrait à tous de se nourrir sainement.

B. Caractéristiques générales de l'étude-action

1) Objectif principal : participer au changement d'échelle du bien-vivre alimentaire

L'objectif de cette étude-action est de contribuer au changement d'échelle dans la lutte contre la précarité alimentaire et pour l'accès à une alimentation de qualité pour tous. Une première phase de capitalisation et d'analyse de l'existant aboutira à la formalisation d'hypothèses dont la validité sera testée lors d'une 2e phase expérimentale dans plusieurs territoires volontaires.

2) La démarche de l'étude : une démarche systémique fondée sur des expérimentations

Un principe de base nous servira de guide tout au long de cette étude action : les personnes en précarité alimentaire doivent être au cœur de cette démarche expérimentale.

Dans un premier temps nous repérerons et nous enquêterons sur les dynamiques collectives des territoires les plus avancées dans le domaine de la précarité alimentaire et de l'accessibilité à une alimentation de qualité.

Dans un second temps nous **identifierons 3 ou 4 territoires** dans lesquels se mènent déjà des actions de lutte contre la précarité alimentation et pour l'accès à une alimentation saine ou qui souhaiteraient s'y engager,. Ces territoires seront volontaires pour expérimenter une démarche systémique en actionnant des dynamiques de coopération et de solidarité s'articulant autour de leviers tels que :

1. La préservation des terres agricoles, notamment autour des villes, pour développer une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé et pour assurer une meilleure autonomie alimentaire des territoires
2. L'accessibilité à des produits alimentaires de qualité pour tous grâce à la proximité de l'offre alimentaire et à la réduction des coûts par l'optimisation des modes d'organisation et de logistique sur l'ensemble de la chaîne alimentaire
3. L'augmentation du pouvoir d'achat des personnes précaires par différents moyens de paiement, d'échanges ou de gratification, la réaffectation des coûts sanitaires et sociaux évités par des comportements responsables et la réorientation des aides sociales et alimentaires vers des lieux d'approvisionnement de qualité



4. L'action sur la restauration scolaire pour permettre l'accès pour tous les enfants à une alimentation de qualité -et plus spécifiquement bio.

5. L'information, la formation, l'éducation à une alimentation équilibrée et saine et à la lutte contre le gaspillage tout en prenant en compte les contraintes sociales et économiques et en respectant les traditions culturelles.

6. La valorisation et le développement des compétences professionnelles des personnes en précarité autour de la thématique alimentaire.

Cette liste de leviers potentiels est indicative et viendra s'enrichir, se compléter, se transformer au contact des réalités des territoires et des expérimentations. L'objectif recherché étant de démontrer l'impact transformateur des dynamiques systémiques de coopération mises au service de la lutte contre la précarité alimentaire qui passe par l'accès à une alimentation de qualité.

C. Déroulement du projet

Le projet est conçu pour se dérouler en 2 phases : la première année, une phase d'étude et capitalisation pour une mise en perspective d'expérimentations à réaliser dans un deuxième temps.

Nous nous attacherons ici à décrire uniquement la première phase d'étude qui doit permettre de déterminer plus précisément les suites opérationnelles de la deuxième phase d'expérimentations.

1) Phase d'étude : mai 2019 - février 2020

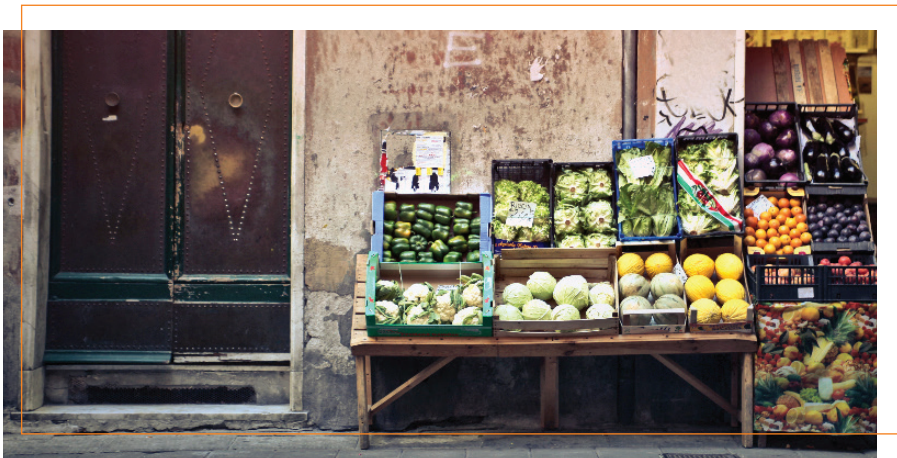
- **Mai - Juin 2019 : initialisation de l'étude-action**

- > Rencontres par le Labo de l'ESS des partenaires publics et privés intéressés par la thématique du projet et validation des propositions d'action de l'étude action (ministères, fondations, acteurs de la solidarité, de la santé, de l'agriculture, etc.).
- > Constitution d'un **groupe de travail** constitué de personnes issues des différentes sphères de l'alimentation durable et de la lutte contre la précarité alimentaire. Les partenaires financeurs seront invités à participer au comité de pilotage. **La première réunion est prévue début juin 2019** : présentation des membres, rappel des objectifs, planification du déroulé de l'étude-action, répartition du travail, résultats attendus...

- **Juin 2019 à février 2020 : repérer et analyser des initiatives diverses et complémentaires, les dispositifs existants, les différentes innovations déjà mises en œuvre**

- > Première capitalisation à partir des travaux et des études réalisées sur cette thématique (exemple : travaux entrepris par l'atelier 12 des états généraux de l'alimentation)
- > Repérage, en lien avec le comité de pilotage, des initiatives innovantes dans leur contenu et leur démarche (exemple : PTCE la bio pour tous en Midi-Pyrénées, P.A.T agissant sur la problématique de l'accès à l'alimentation saine pour tous, monnaies locales ou « monnaies-temps » s'adressant à des publics précaires - jeunes, étudiants, chômeurs, familles monoparentales...-, initiatives de regroupements de vente et d'achats, activités développées par et avec les personnes en situation de précarité pour répondre aux besoins d'une alimentation saine et de qualité, etc.

- > Elaboration d'un questionnaire préparant les déplacements et d'une grille de lecture devant servir à la rédaction de fiches d'analyse
- > Visites apprenantes sur 6 à 8 initiatives territoriales entre juin et novembre 2019
- > Décembre 2019 : capitalisation et analyses tirées des visites apprenantes en vue de la préparation d'un premier séminaire de restitution et de mise en perspective en janvier 2020
- > Choix de 3 à 4 territoires d'expérimentations volontaires pour engager une approche systémique et coopérative de lutte contre la précarité alimentaire selon les critères qui auront émergés suite à la première phase d'étude
- > Recherche de cofinancements pour amorcer la pahse 2 d'expérimentations
- > Janvier 2020 : séminaire de restitution des premières visites apprenantes : temps de travail restreint avec des représentants des initiatives visitées, les membres du comité de pilotage, partenaires potentiels du projet repérés au cours de la première phase d'étude
- > Février 2020 : Remise d'un 1er rapport intégrant l'ensemble des apports de la première phase
- > Production des livrables définis au paragraphe 3



2) Organisation de l'étude-action

- **Pilotage de l'étude : le rôle du Labo de l'ESS**

Le Labo de l'ESS est pilote de l'étude action. Il mobilisera les deux présidents du chantier « Agriculture et alimentation durables » initié par le Labo depuis septembre 2017 (Dominique Picard et Marc Alphandéry) et trois personnes référentes au sein du Labo de l'ESS : Françoise Bernon, déléguée générale, Camille Sultra, responsable opérationnelle et développement et Marie Morvan, chargée de mission. Un(e) chargé(e) de projet sera recruté(e) en septembre 2019 et sera affecté(e) au suivi et à la gestion du projet.

Le Labo assurera un rôle d'animation, de suivi, de bonne gestion du projet et de production des livrables prévus.

- **Mise en place d'un groupe de travail**

Le Labo s'appuiera sur **un groupe de travail** constitué de personnes ressources en capacité d'alimenter la réflexion globale par leurs connaissances et leurs pratiques et d'apporter des éléments d'analyse et d'évaluation tout au long de la démarche (évaluation « in itinere »). Dans la deuxième phase du projet, il associera également des représentants des territoires d'expérimentation afin de jouer au maximum la carte des échanges de savoirs et des compétences et l'identification collective des enjeux à relever dans chacun des territoires pour atteindre les objectifs. L'idée étant que chacun des acteurs engagés dans la démarche y trouve matière à innovation et à développement de son action.

Il se réunira tous les deux mois afin de procéder à des tâches de cadrage, état des lieux des avancées, capitalisation des analyses produites, productions écrites partagées et suivi des expérimentations.

- **Visites apprenantes**

Des visites apprenantes seront organisées dans les territoires porteurs de pratiques inspirantes pour permettre une analyse croisée et l'approfondissement d'enjeux partagés entre membres du groupe pour aboutir à la formalisation de propositions visant à soutenir le déploiement des réponses nouvelles proposées. Une « personne ressource » au sein de l'équipe opérationnelle du Labo de l'ESS accompagnera les membres du comité de pilotage lors des visites apprenantes, dans l'objectif d'apporter un soutien dans les activités/ missions d'enquête et d'entretiens avec les acteurs clés identifiés.

3) Les livrables

La première phase de l'étude-action conduira à produire les livrables suivants :

1. L'organisation d'un séminaire de capitalisation en janvier 2020 :

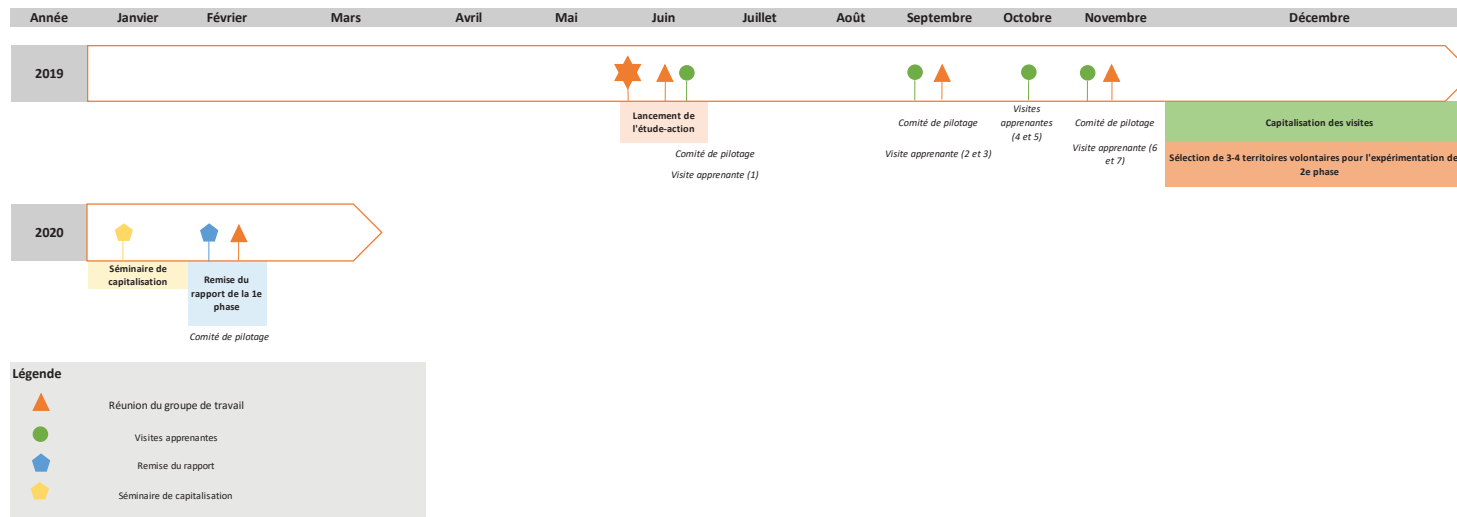
L'objectif de ce séminaire sera de présenter un état des lieux des avancées de l'enquête, faire remonter ses points saillants, échanger et cadrer collectivement, par des ateliers de travail, les obstacles à surmonter et les dénominateurs communs entre les initiatives à valoriser. Il réunira les membres du groupe de travail, les acteurs de terrain rencontrés lors des visites apprenantes et les représentants des 3 ou 4 territoires qui se lanceront dans la deuxième phase d'expérimentation.

2. La publication d'un rapport en février 2020 :

Ce rapport sera réalisé lors de la première phase de capitalisation des enseignements, de mai 2019 à février 2020. Ce premier support compilera l'ensemble des résultats et apports de l'enquête de terrain réalisée à travers les visites apprenantes de l'année 2019 et sera enrichi des résultats du séminaire de travail organisé juste avant. Son contenu sera progressivement et collectivement produit par les membres du comité de pilotage, qui en supervisera les avancées, avec le Labo de l'ESS, lors des réunions bimestrielles.

Les modalités de déroulement de la seconde phase du projet, dite phase d'expérimentation, seront précisées dans ce rapport.

4) Calendrier



Le Labo de l'ESS est un think tank
qui construit, par un travail collaboratif,
des axes structurants de l'économie sociale et
solidaire, à partir d'initiatives concrètes, innovantes et
inspirantes issues des territoires.

41, rue de Bellechasse - 75007 Paris
01 80 05 82 00
contact@lelabo-ess.org

 Le Labo de l'ESS

 lelabo-ess.org

 @lelabo_ess

 Labo ESS